



BUDGET 2025

LE 1^{ER} DEGRÉ SOUS L'AUSTÉRITÉ



Depuis la nomination de Bayrou, le flou sur le budget de l'Éducation nationale a longtemps été de mise, renforcé par les déclarations approximatives du Premier ministre lors de ses auditions devant le Parlement ou le jeu trouble du Sénat... Au final, le budget dédié imposé par 49.3 début février correspond peu ou prou à celui présenté par la ministre Borne lors du CSA ministériel de répartition des moyens en décembre.

Au final, si les 4000 suppressions de postes (du gouvernement Barnier) n'existent plus, la CGT Éduc'action ne peut pas se féliciter d'un tel budget qui n'avance aucune création de poste et qui, au contraire, maintient la suppression de 470 postes dans le 1^{er} degré, « priorité » de l'ère Macron désormais abandonnée sur l'autel de l'austérité. Ces suppressions de postes vont d'ailleurs toucher toutes les académies (à l'exception de Mayotte, la Guyane, Aix-Marseille et Nice) et parfois dans des proportions très brutales.

Alors que les manques de personnels sont désormais une réalité intangible et visible de toutes (classes sans enseignant-e affecté-e à la rentrée, absences non remplacées et parfois longuement, formations annulées faute de remplaçant-es...), **le gouvernement ne répond pas aux exigences d'un Service public d'Éducation devant avoir les moyens d'accueillir toutes les élèves.** Il ne saisit pas l'occasion de la baisse démographique pour baisser le nombre d'élèves par classe et ainsi permettre à toutes ces élèves d'apprendre dans des conditions plus propices tout en permettant aux personnels de travailler plus sereinement au plus près des élèves. Le taux d'encadrement restera parmi les plus élevés d'Europe et ce malgré les calculs approximatifs du ministère. Une moyenne reste une moyenne, et l'existence de classes dédoublées permet de voiler les classes à plus de 27 dans nombre d'écoles.



Ce gouvernement ne donne pas les moyens non plus d'accéder à un droit fondamental : la scolarisation pour toutes. Pour cela il faut des moyens, des effectifs réduits dans les classes pour faciliter l'inclusion, mais aussi des personnels spécialisés ou des places suffisantes dans les structures adaptées... Les quelques créations de postes précaires d'AESH ne répondent pas à une scolarisation inclusive au moment où nous fêtons les 20 ans de la loi Handicap.

UN STATU QUO INACCEPTABLE



Si le « raz de marée » sur les postes n'a pas eu lieu, **ce budget n'est définitivement pas une victoire et il est à dénoncer, combattre.** Tout comme la politique en matière d'Éducation et de Fonction publique. Les moyens ne sont toujours pas là pour faire tourner correctement les écoles, les accueils périscolaires, éviter les fusions d'école et les économies d'échelle, permettre le développement de la culture dans certaines zones du territoire, repenser et développer l'Éducation prioritaire, lutter contre les inégalités...

CGT Éduc'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr



0155827655



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgteduc.fr



@cgteducation



BUDGET 2025

LE 1^{ER} DEGRÉ SOUS L'AUSTÉRITÉ



Nous jugerons sur pièce les engagements de la ministre Borne à augmenter les moyens de remplacements dans les départements. En attendant, les premières réunions de cartes scolaires départementales indiquent bien que les Dasen procèdent à des fermetures de classes consécutives à ces pertes d'emplois et au fléchage vers le remplacement. On ferme, on mutualise, on concentre et on augmente les effectifs par classe. Triste réalité derrière les discours.

On est à l'os et rien ne vient bouleverser la politique subie depuis des années. **Nous ne pouvons nous satisfaire de cette sorte de stand-by au prétexte que les années précédentes ont été tellement rudes que nous avons le droit de souffler. On ne peut se satisfaire d'une politique qui ne revient à aucun moment sur les postes perdus au cours des dernières années, sur le gel récurrent de nos salaires, sur cette réforme des retraites inqualifiable ou sur les contre-réformes instaurées depuis Blanquer...** Rien qui ne remette en cause la limitation de notre liberté pédagogique, l'encadrement de nos pratiques et des programmes, la labellisation des manuels dignes des régimes autoritaires, le tout-évaluation...



Faire réussir l'École et faire réussir nos élèves, c'est avant tout rompre avec cette spirale libérale néfaste. C'est augmenter les moyens et réfléchir à d'autres approches pédagogiques (et organisationnelles) qui nous évitent la perte de sens et le burn-out. Il y a urgence à tourner cette page et à se mobiliser pour y parvenir.

CGT Educ'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr

 0155827655

 unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgteduc.fr



@cgteducation